

Point de Presse du Conseil d'Etat

4 avril 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Félicitations à M. Rolf Heuer pour la prolongation de son mandat à la tête du CERN.....	4
Genève-Confédération	5
Le Département fédéral de l'économie approuve l'extension facilitée de la convention collective cadre du commerce de détail à Genève	5
Vote par Internet : limite d'électeurs par canton portée à 30%.....	5
Révision totale de la législation postale : oui au projet d'ordonnance fédérale	6
Félicitations adressées au Conseil d'Etat élu du canton de Vaud	6
Genève	7
Refonte complète de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat.....	7
Adoption du bilan social 2011 de l'Etat	8
Ville de Genève : annulation de la délibération du Conseil municipal du 23 novembre 2011 portant sur l'utilisation du domaine public	8
Réorganisation des services de secours	9
Modification du règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle concernant l'application des nouvelles limites de loyer	9
Plus de transparence dans l'attribution des terrains de l'Etat.....	10
Aide financière à cinq entités actives dans le domaine culturel.....	10
Aide financière à Culture & Rencontre.....	10
Aide financière à l'association sant'e'scalade	11
Nominations.....	12
Agenda des invitations à la presse	13

Félicitations à M. Rolf Heuer pour la prolongation de son mandat à la tête du CERN

Le Conseil d'Etat a tenu à exprimer à M. **Rolf Dieter Heuer** ses plus chaleureuses félicitations à l'occasion de la prolongation de son mandat jusqu'à fin 2015 en tant que directeur général du CERN.

Cette décision, prise par le Conseil du CERN, témoigne de la grande qualité du travail de M. Heuer à la tête de cette importante organisation scientifique depuis son arrivée à cette fonction le 1^{er} janvier 2009 et de la confiance qui lui est ainsi à nouveau témoignée.

Les défis que M. Heuer aura à relever sont de taille, parmi lesquels les questions de l'ouverture de l'organisation à de nouveaux membres ou encore l'avenir du grand collisionneur de hadrons (LHC) et de son impact sur la recherche fondamentale.

Le Conseil d'Etat est convaincu que les bonnes relations qui ont toujours existé entre l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire et les autorités genevoises perdureront. A cet égard, le gouvernement souhaite assurer M. Heuer de son plein soutien dans la poursuite de ses activités.



Genève-Confédération

Le Département fédéral de l'économie approuve l'extension facilitée de la convention collective cadre du commerce de détail à Genève

Le Conseil d'Etat a pris acte avec satisfaction de l'approbation par le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann de la demande d'extension facilitée de la convention collective cadre (CCT) du commerce de détail, sollicitée par le canton de Genève et les partenaires sociaux le 25 janvier 2012.

Les conditions minimales de travail, en particulier de rémunération, de cette CCT deviendront donc impératives pour toutes les entreprises du secteur dans le canton. Il s'agit de la première extension facilitée décidée par une autorité cantonale depuis l'entrée en vigueur des mesures d'accompagnement à l'accord bilatéral sur la libre-circulation des personnes.

L'approbation de la Confédération touche aux dispositions relatives aux salaires minimaux mais ne règle pas la question des heures de travail. L'extension de la CCT prend effet au 2 avril 2012 et court jusqu'au 31 janvier 2013.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Vote par Internet : limite d'électeurs par canton portée à 30%

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de la décision de ce jour du Conseil fédéral de porter de 20% à 30% la part des électeurs de chaque canton admis à voter en ligne pour les scrutins fédéraux. Le gouvernement se réjouit de cette décision, qui correspond à une demande de longue date du canton et qui témoigne de la confiance des autorités fédérales dans les systèmes de vote électronique en usage en Suisse.

Concrètement, cette décision permettra aux électeurs des communes de Bardonnex, Confignon et Meyrin d'avoir désormais accès au vote en ligne, et ce dès la votation du 17 juin, en sus des communes habituellement autorisées et des Suisses de l'étranger. Au total, ce sont quelque 80'000 Genevois qui pourront à l'avenir s'exprimer par Internet.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Révision totale de la législation postale : oui au projet d'ordonnance fédérale

Le Conseil d'Etat a fait part de son soutien au [projet d'ordonnance sur la poste](#) mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication dans le cadre de la [révision totale de la législation postale](#).

Le gouvernement genevois constate que les dispositions prévues par le projet d'ordonnance, qui concrétise la [loi sur la poste adoptée par le parlement fédéral le 17 décembre 2010](#), sont de nature à permettre à la Poste Suisse de fournir les services de qualité qui sont attendus d'elle.

S'agissant du financement des services postaux et de paiement universels, le principe retenu est celui d'un financement par les recettes de la Poste et des sociétés du groupe Poste. A cet égard, le Conseil d'Etat regrette que le projet d'ordonnance ne prévoie aucune fourchette ni plafond en ce qui concerne les tarifs qui seront fixés par la Poste, ceci d'autant plus que le marché postal n'est pas véritablement ouvert.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, attachée à la direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Félicitations adressées au Conseil d'Etat élu du canton de Vaud

Le Conseil d'Etat a tenu à exprimer ses chaleureuses félicitations aux membres élus du gouvernement du canton de Vaud (photo www.vd.ch), soulignant la confiance qui leur a été témoignée par le peuple vaudois. Il a aussi relevé que pour la première fois de son histoire, la Suisse romande voit ainsi une majorité de femmes dans un gouvernement cantonal.

Les autorités genevoises expriment aux conseillères et conseillers d'Etat élus leurs vœux de pleine réussite pour l'importante mission qui sera la leur, dès le 1^{er} juillet prochain, au service du canton de Vaud.



Le gouvernement genevois est convaincu que les excellentes relations qui ont toujours existé entre les deux Conseils ainsi que le partage des intérêts communs au sein de la [Métropole lémanique](#) se poursuivront.

Refonte complète de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil une version entièrement refondue de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève (LGAF). Remontant à 1993, l'[actuelle LGAF](#) détermine la gestion des finances publiques de l'Etat (processus budgétaire, présentation des états financiers, système de contrôle interne). Le projet de loi intègre et met en cohérence de nombreux changements qui, ces dernières années, s'étaient ajoutés à ce texte fondamental de façon parfois disparate, voire difficilement applicable.

Ainsi, depuis 2005, le canton de Genève a décidé de se référer aux normes comptables internationales du secteur public IPSAS. La nouvelle rédaction clarifie et simplifie cette référence à des normes internationales.

Le projet de loi s'inspire de la loi-modèle concernant les finances (LMCF), publiée en 2007 par la Conférence des directeurs cantonaux des finances afin d'harmoniser la gestion financière entre collectivités publiques en Suisse. La nouvelle LGAF sera complétée par des règlements d'exécution qui font défaut aujourd'hui. Des règles techniques figurant aujourd'hui dans la loi trouveront ainsi une place plus appropriée dans des règlements, dont l'articulation avec les directives d'application sera également clarifiée.

La nouvelle LGAF intègre mieux un changement majeur adopté par le Grand Conseil le 15 mars 2009, qui consiste à établir le budget non plus selon un découpage administratif par départements, mais en ventilant les dépenses par politiques publiques (formation, santé, sécurité, etc.), par programmes et par prestations. Cette réforme, qui vise à améliorer la gestion par objectifs et la lisibilité des comptes et des budgets, a pu être ancrée dans les principes de la loi.

En outre, la révision de la LGAF précise le mécanisme de retour à l'équilibre financier en cas de déficits consécutifs. La loi actuelle impose au Conseil d'Etat :

- de proposer des mesures de réduction de charges lorsque les comptes sont déficitaires deux ans de suite. Ces mesures sont ensuite soumises par référendum au peuple, qui doit choisir entre leur approbation ou des hausses d'impôts équivalentes. Le Grand Conseil a la possibilité de suspendre cette procédure pendant une année s'il est démontré qu'il n'y aura pas de troisième année déficitaire ;
- de présenter un budget dont le déficit ne doit pas dépasser le montant disponible dans la réserve conjoncturelle.

Elle ne dit rien en revanche du cas où le Conseil d'Etat est dans l'incapacité de présenter un budget répondant à cette condition.

Le projet de loi prévoit que dès lors que la réserve conjoncturelle ne suffit plus à couvrir un déficit prévu au budget de l'année suivante, le Conseil d'Etat doit initier la même procédure que celle qui est prévue lorsque les comptes sont déficitaires deux années consécutives.

Dans un autre registre, la nouvelle LGAF ouvre la possibilité pour le Conseil d'Etat de conclure des mandats de prestations avec des unités administratives sur le modèle de ce qui se pratique avec des établissements autonomes subventionnés. Ces unités pourront bénéficier d'enveloppes budgétaires avec lesquelles elles

gagneront en autonomie. Il leur sera ainsi possible de modifier la répartition de leurs charges en veillant à ce qu'une hausse soit compensée par une réduction. Cette souplesse vise à rendre plus efficiente la gestion des deniers publics en responsabilisant les cadres.

Voir [diaporama](#).

Pour toute information complémentaire : M. David Hiler, conseiller d'Etat, en contactant M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Adoption du bilan social 2011 de l'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté le bilan social 2011 de l'Etat. Annexé aux comptes, ce document analyse de façon détaillée les ressources humaines de l'administration cantonale. Par rapport à la première édition de 2010, il s'enrichit de données concernant l'âge des collaborateurs, la formation, la rémunération et le taux de rotation.

Centré sur le Petit Etat, le bilan social 2011 s'élargit aux établissements autonomes pour présenter un sujet inédit, celui du nombre de postes de travail par politique publique. Il apparaît que sur les 31'732 postes pris en considération, 31% sont dévolus à la santé, 30% à la formation, 12% aux personnes âgées, 9% à la politique « sécurité et population ». L'écart entre les emplois inscrits au budget et ceux qui ont été pourvus tend à se réduire. Conformément au budget, le nombre de postes a augmenté de 2,5%.

Le bilan social 2011 montre que la pyramide des âges et la répartition entre hommes et femmes sont très diverses selon les métiers. On mesure à quel point la profession d'enseignant est féminine, avec un grand nombre de temps partiels et une moyenne d'âge relativement élevée, alors que le personnel de la police et de la prison présente les caractéristiques inverses. Le pouvoir judiciaire tend à se féminiser, y compris au niveau des magistrats. La progression des femmes parmi les cadres supérieurs demeure lente, leur proportion passant de 34,8 à 35,1%.

Des informations détaillées concernant la rémunération confirment que la dispersion des salaires est relativement faible au sein de l'Etat. La grande majorité des collaborateurs se trouvent sur les échelons situés près du centre de l'échelle salariale.

Après avoir nettement baissé l'année précédente, l'absentéisme remonte de 0,1% pour atteindre 4,6%, un taux que le Conseil d'Etat s'applique à diminuer par un plan de réduction des absences de longue durée lancé en 2011. Le taux de rotation, lui, reste stable à 5%.

Le bilan social 2011 comporte 48 tableaux et graphiques, soit 17 de plus que l'année précédente. Il peut être consulté sur <http://ge.ch/finances/comptes-2011>.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 51.

Ville de Genève : annulation de la délibération du Conseil municipal du 23 novembre 2011 portant sur l'utilisation du domaine public

En sa qualité d'autorité de surveillance des communes, le Conseil d'Etat a annulé, à la demande du Conseil administratif de la Ville de Genève, la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève du 23 novembre 2011 « complétant le règlement municipal sur l'utilisation du domaine public ».

D'une part, sur la forme, le gouvernement cantonal a constaté qu'il n'existait aucun règlement municipal sur l'utilisation du domaine public.

D'autre part, au fond, le Conseil municipal, dans sa délibération, avait souhaité la suppression des autorisations préalables pour des activités sur le domaine public liées aux élections ou aux votations. Or, le Conseil d'Etat a constaté que ce type de requête est traité dans les 24 heures et que les permissions sont exonérées de taxe et d'émolument administratif.

Qui plus est, cette modification était contraire au droit supérieur, notamment à la [loi sur les routes](#), à la [loi sur le domaine public](#) et au [règlement concernant l'utilisation du domaine public](#).

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 40.

Réorganisation des services de secours

Le Conseil d'Etat a répondu à une [motion parlementaire intitulée « pour une coordination efficace des services de secours »](#). Ce texte demande principalement au Conseil d'Etat d'entreprendre les démarches en vue d'adapter le dispositif cantonal de lutte contre les sinistres afin de le faire correspondre à l'évolution des risques.

Le Conseil d'Etat rappelle que plusieurs travaux sont actuellement menés au sein de l'Etat et en collaboration avec les communes pour définir l'organisation des sapeurs-pompiers de demain.

Dans ce cadre, plusieurs communes ont déjà manifesté leur intention de mettre en œuvre des solutions de rapprochement avec leurs voisines. Pour mémoire, les communes de Dardagny et Russin ont fait figure de pionnières en fusionnant leurs corps de sapeurs-pompiers volontaires en 2010 (voir [communiqué du 29 juin 2010](#) et [FAO du 19 juillet 2010](#)). Du côté des professionnels, le service d'incendie et de secours de la Ville de Genève et le service de sécurité de l'aéroport international de Genève ont entamé leur fusion.

La conception d'un outil efficace de recensement des moyens d'intervention est également étudiée afin de déterminer les éventuelles lacunes ou, au contraire, excédents, et le cas échéant de procéder à des réallocations.

Enfin, la question de la gouvernance globale des sapeurs-pompiers tant volontaires que professionnels est examinée dans le cadre des réflexions menées suite à [l'audit de la Cour des comptes relatif au dispositif genevois d'intervention en matière d'incendie et de secours](#).

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur du service de la sécurité civile, DIM, ☎ 022 546 58 00.

Modification du règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle concernant l'application des nouvelles limites de loyer

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (RIASI) afin que l'application des nouvelles limites de loyers ne pèse pas sur la situation d'aucun bénéficiaire.

Simultanément à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi le 1^{er} février 2012, les limites admises pour la prise en charge des loyers des bénéficiaires de l'aide sociale ont été revues à la hausse pour les ménages bénéficiant de l'aide sociale (près de 12'000 ménages). Cent cinquante-huit ménages auraient toutefois techniquement pu être pénalisés par le nouveau système. Comme le Conseil d'Etat s'y était engagé, il a introduit une disposition

transitoire garantissant à ces 158 ménages le même niveau de prise en charge du loyer que celui assuré par la réglementation antérieure.

Pour toute information complémentaire : M. Vito Angelillo, directeur chargé des politiques d'insertion, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 64.

Plus de transparence dans l'attribution des terrains de l'Etat

Le Conseil d'Etat a modifié l'article 16 du règlement d'exécution de la loi pour la construction de logements d'utilité publique (RUP). Cette modification vise à permettre à la commission d'attribution de s'adjoindre la présence d'un représentant des milieux des coopératives en qualité d'expert.

Cette commission, qui a pour mission de donner des préavis au département des constructions et des technologies de l'information (DCTI) pour les dotations permettant l'acquisition de terrains, la construction de logements ou l'acquisition de logements existants, examinera désormais les offres des organismes sans but lucratif désireux de bénéficier d'un terrain de l'Etat en droit de superficie pour y construire des logements d'utilité publique (LUP).

La procédure de sélection, qui prévoit la parution d'un appel à candidatures dans la Feuille d'avis officielle et l'étude de celles-ci par la commission d'attribution, garantit non seulement un accès complet, ouvert et direct à l'information, mais aussi l'égalité de traitement entre organismes intéressés. Cette démarche concourt ainsi au double objectif de publicité et de transparence.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Favarger, directeur, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 04.

Aide financière à cinq entités actives dans le domaine culturel

Le Conseil d'Etat a octroyé pour l'année 2012 une aide financière d'un montant total de 152'000 francs à cinq associations à but non lucratif actives dans le domaine culturel : Le Ciel productions, [Compagnie Laura Tanner](#), [Studio d'action théâtrale](#), La Compagnie Cap 10, et Attila Entertainment.

Cette aide, destinée à la création indépendante, permettra la réalisation de différents projets culturels dans les domaines du théâtre et de la musique.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Aide financière à Culture & Rencontre

Le Conseil d'Etat a accordé, pour l'année 2012, une aide financière de 105'000 francs à la fondation [Culture & Rencontre](#). Cette aide permettra à la fondation de poursuivre son activité culturelle qui se déroule dans les locaux du collège de Saussure et en étroite collaboration avec ce dernier, et qui est destinée à la population des communes partenaires et de la région.

La fondation Culture & Rencontre propose, depuis sa création en 1992, des cours relevant de la culture générale, de l'apprentissage des langues, de l'art et de l'informatique. Outre la palette de cours diversifiés, l'activité s'est également développée au fil des ans dans deux directions complémentaires : les conférences (dont les « Grands soirs », cycle de conférences en collaboration avec l'Université de Genève) et le cinéma (Ciné-Kid, Ciné-Mondes et Ciné-Club).

Durant l'année scolaire 2009-2010, les soixante-huit cours ouverts par Culture & Rencontre ont totalisé 940 participants.

Pour toute information complémentaire : M. Sylvain Rudaz, directeur général de l'enseignement secondaire postobligatoire, DIP, ☎ 022 546 59 11.

Aide financière à l'association sant'e'scalade

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a accordé à l'association [sant'e'scalade](#) pour l'année 2012 une aide financière d'un montant de 50'000 francs.

sant [“]e [”]scalade

Ce soutien permettra à sant'e'scalade d'entraîner des enfants de 6 à 12 ans à la Course de l'Escalade et de promouvoir, auprès de ces enfants, des recommandations pour une activité physique régulière et une alimentation saine.

Pour toute information complémentaire : Prof. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES ☎ 022 546 51 03.

Nominations

Désignation de membres du Tribunal arbitral

Le Conseil d'Etat a nommé Mme Maya Cramer à la présidence du Tribunal arbitral. Trois présidents suppléants ont également été nommés : Mmes Juliana Balde et Sabina Mascotto et M. Jean-Louis Berardi. Ceux-ci sont choisis parmi les juges et juges suppléants de la chambre des assurances sociales de la Cour de justice.

Le Tribunal arbitral est chargé de trancher les litiges entre assureurs et fournisseurs de prestations. Sa compétence s'étend aux contestations entre assureurs et fournisseurs de prestations ayant trait aux assurances complémentaires.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christine Hislaire, secrétaire générale, DSPE,
☎ 022 327 92 07.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
5 avril 11h00	Présentation de l'ouvrage « Le Microcosme juvénile, Sociabilité adolescente, école et violences » de M. Pierre Escofet	Salle 2 du DIP 6, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIP	Olivier Ischer ☎ 022 546 29 38 ou 079 645 23 43
19 avril 11h30	Vernissage du concours d'architecture La Marbrerie – premier concours du périmètre PAV	Bâtiment Sicli 45, route des Acacias 1227Carouge	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou ☎ 076 313 01 25
8 mai 10h00	Soutien aux athlètes genevois pour les JO 2012	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	DIP VGe	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18